

Affaire suivie par : Christophe HENNEBELLE  
christophe.hennebelle@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02 72 74 77 94

Nantes, le 10/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **EVIOSYS**

19 boulevard du Maréchal Juin  
BP 60416  
44100 Nantes

Références : 2024-N6-573

Code AIOT : 0006300930

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement EVIOSYS implanté 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 Nantes. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Contexte :**

- Suivi de l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021
- Plainte de riverains pour nuisances olfactives
- Procédure d'autorisation environnementale en phase de finalisation

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS
- 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 Nantes
- Code AIOT : 0006300930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EVIOSYS (anciennement CROWN EMBALLAGE FRANCE) de Nantes fabrique des fonds de boîtes de conserves et des feuilles métalliques

coupées et vernies.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024 sur état des stocks et confinement des eaux d'extinction

- Action nationale 2024 sur les COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à vérifier le contrôle des rejets atmosphériques en composés organiques volatils (COV) des installations classées par le contrôle de la canalisation et du captage des effluents, le contrôle sur site des installations de traitement des COV et la prévention des périodes d'indisponibilité de ces installations de traitement, le contrôle des valeurs limites d'émissions canalisées à travers le contrôle réglementaire et des valeurs limites d'émissions totales et/ou diffuses via le contrôle du plan de gestion des solvants

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	VLE en sortie	AP de Mise en Demeure du	Demande d'action corrective	9 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	d'incinérateur	12/04/2021, article 1		
3	Emission totale en COV	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3;4;1;5	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
4	Emission de COV	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	30 jours
6	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande d'action corrective	30 jours
10	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	30 jours
15	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Demande d'action corrective	9 mois
17	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
18	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.5.4	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	COV à mentions de dangers	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	Sans objet
7	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Sans objet
8	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
9	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
11	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
12	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
13	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
14	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
16	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non conformités majeures :- Pour le non respect des VLE en CO sur 2 incinérateurs , l'exploitant a bien engagé les investissements pour remplacer les incinérateurs mais la service en service ne sera effective qu'au 1er trimestre 2025. L'exploitant a pu justifier de la passation de la commande et du retard imputable au fournisseur- Pour le non respect de la valeur cible annuelle en émission totale de COV et pour le non respect des exigences en matière d'état des stocks il est proposé de mettre en demeure de régulariser la situation.Pour les autres non conformités l'exploitant devra transmettre un plan d'actions sous 1 mois en vue de répondre aux constats relevés .

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : VLE en sortie d'incinérateur

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE en sortie d'incinérateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CROWN EMBALLAGE FRANCE, exploitant une installation de fabrication de fonds de boîtes de conserves et de feuilles métalliques coupées et vernies sise 19 boulevard du Maréchal Juin sur la commune de Nantes est mise en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 3.4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2014 susvisé en respectant, en sortie de l'ensemble incinérateurs du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté : une valeur limite d'émission en COV de 50 mg/Nm<sup>3</sup> ;</li> <li>• dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté : une valeur limite d'émission en CO de 100 mg/Nm<sup>3</sup> .</li> </ul> <p>Pendant ce délai de 3 ans susvisé, l'exploitant fournit annuellement à l'inspection des installations classées tout document (bon de commande par exemple) justifiant de la mise en conformité de l'ensemble des incinérateurs ayant des rejets non conformes, à raison d'un incinérateur minimum mis en conformité par an. Les incinérateurs récents (E5 ou E6) doivent également respecter les valeurs limites de rejets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant disposait anciennement de 5 incinérateurs traitant les rejets atmosphériques de 6 étuves. L'exploitant a procédé à l'achat et au remplacement de 2 incinérateurs sur les étuves 1 (anciennement raccordé au même incinérateur que l'étuve 3) et 2 fin 2022.</p> <p>Le fait que l'incinérateur sur l'étuve 3 n'ait plus qu'à traiter qu'une seule étuve a créé des dysfonctionnements au niveau de cet incinérateur. Différents essais sur les débits ont été menés pour améliorer les performances et le fabricant doit encore étudier le réglage des flux d'air pour déterminer si des actions sont possibles dans l'attente du remplacement de cet incinérateur.</p> <p>Le brûleur de l'incinérateur lié à l'étuve 4 a été remplacé au vu de sa forte dégradation et au vu des résultats de mesure de décembre 2023.</p> <p>Au niveau de l'incinérateur de l'étuve 6, l'exploitant a également été confronté à une dégradation des rejets en COV s'expliquant par des défaillances de soudure. Les soudures correspondantes ont été reprises et l'exploitant prévoit un contrôle détaillé des soudures lors de chaque opération de maintenance.</p> <p>Au final, les deux dernières campagnes de mesures réalisées en décembre 2023 et mai 2024 mettent en évidence les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassement de la VLE de 100mg/m<sup>3</sup> sur le CO sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incinérateur 3 (418 mg/m<sup>3</sup> en décembre 2023 et 259 mg/m<sup>3</sup> en mai 2024)</li> <li>- Incinérateur 4 (287 mg/m<sup>3</sup> en décembre 2023 et 130 mg/m<sup>3</sup> en mai 2024)</li> </ul> </li> <li>- respect des valeurs limites en COV sur toutes les mesures hormis sur incinérateur 4 de la VLE de 50mg/m<sup>3</sup> (96,7 mg/m<sup>3</sup> en décembre 2023 mais 31,6 mg/m<sup>3</sup> en mai 2024 revenant à une situation conforme)</li> </ul> <p><b>Non- conformité majeure 1 : Les dépassements constatés en CO sur les incinérateurs 3 et 4 constituent un non respect de l'arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021 mais l'exploitant a d'ores et déjà prévu le remplacement de ces incinérateurs avec présentation d'un bon de</b></p>

<b>commande pour un montant de 1,475M€ datant de décembre 2023 et attestation du fournisseur indiquant qu'il n'est en mesure de procéder à l'installation des équipements en question qu'à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2025.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

## N° 2 : COV à mentions de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV à mentions de dangers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :</p> <p>Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribuées les mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/m<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Le préfet peut accorder une dérogation aux prescriptions des deux précédents alinéas si l'exploitant démontre, d'une part, qu'il fait appel aux meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et, d'autre part, qu'il n'y a pas lieu de craindre de risque significatif pour la santé humaine et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'usine n'utilise pas de vernis ou de diluant classés CMR (à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F). Par contre l'exploitant a bien pris en compte que certains composés CMR à l'état de trace entraient dans la composition de ses produits et en a tenu compte dans l'étude de risques sanitaires produite à l'appui de sa demande d'autorisation environnement (concluant à un risque acceptable pur les populations riveraines).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Emission totale en COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 3;4;1;5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission totale en COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En complément du respect des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses, l'exploitant met en œuvre les mesures lui permettant de respecter les émissions totales en COV suivantes, ramenées à un paramètre représentatif de la production p, pour l'année de référence de 2011. Néanmoins, en aucun cas la quantité de COV réelle ne pourra dépasser 125 tonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• En 2014 : quantité de COV = 100 tonnes * p</li> <li>• En 2015 : quantité de COV = 95 tonnes * p</li> <li>• A partir de 2016 : quantité de COV = 90 tonnes * p</li> </ul>

<p>Avec <math>p = (\text{quantité de fonds de boîtes produite au cours de l'année} / \text{quantité de fonds de boîtes produite en 2011})</math>.</p> <p>D'une manière générale, l'exploitant vise à mettre en œuvre, sur la durée, les mesures permettant une réduction continue des émissions en COV globale pour le site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conformité majeure 2 :</b> Pour les 3 dernières années 2021-2022-2023, le site n'a pas respecté les valeurs limites d'émission annuelles issues du calcul de l'article 3.4.1.5 de l'arrêté préfectoral susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2023 : -Emissions totales de 79,98t pour une valeur limite de 74,61t</li> <li>- en 2022 : Emissions totales de 99,84t pour une valeur limite de 89,94t</li> <li>- en 2021 : Emissions totales de 112, 3t pour une valeur limite de 99,99t</li> </ul> <p>L'exploitant travaille à la diminution des émissions de COV issues de l'atelier EOLE qui représentent l'essentiel des émissions du site désormais. L'exploitant a fait part lors de l'inspection des différentes pistes de travail en cours d'expertise ou d'essais :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- piste 1 : passage à des vernis en base essentiellement aqueuse (même si le site de Nantes n'est pas pilote de cette action R&amp;D)</li> <li>- piste 2 : réduction des émissions en cherchant à baisser la consommation</li> <li>- piste 3 : traitement des émissions de COV par dispositif de traitement (rédaction d'un cahier des charges en cours après avoir caractérisé les émissions avec des mesures en continu durant 7 j qui ont permis de caractériser les rejets de chaque émissaire)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 18 mois (avec délai intermédiaire pour fournir bon de commande)

#### N° 4 : Emission de COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte pour les émissions totales annuelles les valeurs limites d'émissions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants : 3,5 g de COV par m<sup>2</sup> de surface revêtue/imprimée</li> </ul> <p>En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels précisés ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Emissions diffuses de COV : 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée</li> <li>- concentration en COV de 20 mg C/Nm<sup>3</sup> dans les gaz résiduels</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La valeur sera applicable courant 2024 dès notification du futur AP d'autorisation (passage du dossier au CODERST de juillet). Les calculs actuels montrent que ce ratio n'est actuellement pas respecté Au titre de 2023, le ratio s'établissait à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 29,68g/m<sup>2</sup> de surface revêtue en tenant compte des émissions de l'atelier EOLE</li> <li>- 0,05g/m<sup>2</sup> de surface revêtue pour l'atelier vernissage</li> </ul> <p>Respect de la valeur limite sur les émissions diffuses (cf autre constats sur ce sujet)</p> <p><b>Observation 1 :</b> La valeur limite de 3,5 g de COV par m<sup>2</sup> de surface revêtue/imprimée n'est pas opposable à l'exploitant mais le deviendra dès notification du futur AP (cf constat précédent avec travaux prévus sur l'atelier EOLE).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 18 mois

#### N° 5 : Canalisation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
<b>Constats :</b> Les sources d'émissions sont majoritairement canalisées (avec dispositifs d'aspiration en particulier sur les vernisseuses). L'exploitant a entrepris un essai sur une des vernisseuses pour améliorer la captation de diffus sur un bac de retour de vernis d'une dizaine de litres (prolongation de l'aspiration et mise en place d'un capotage complémentaire). <b>Observation 2 :</b> l'exploitant tiendra informé l'inspection des installations des résultats de cette expérimentation et du planning de l'éventuelle généralisation de ce dispositif à l'ensemble des équipements de l'usine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 6 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.
<b>Constats :</b>  Absence de produits pulvérulents Les vernis sont stockés dans des récipients fermés (hormis constats précédents), le local vernis est sous aspiration  En matière d'émission diffuse le site respecte la valeur de 12 % fixée par l'arrêté ministériel (7,65 % au titre de l'année 2023)
<b>Observation 3 :</b> la visite des ateliers a permis de mettre en évidence des écoulements de vernis dans les rétentions pouvant amener à des émissions diffuses (au niveau des vernisseuses mais aussi dans la soute à vernis). L'exploitant indique procéder à des opérations de nettoyage lors des phases de maintenance (fréquence 12 semaines). Il est rappelé à l'exploitant que les rétentions ont vocation à être vides en permanence. L'exploitant devra engager une réflexion spécifique



<b>pour limiter les émissions diffuses à ces coulures dans les rétentions.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 7 : Traitement des fumées - entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les incinérateurs font l'objet d'opérations de maintenance régulière. En marche normale, l'exploitant suit différents paramètres de température en vue de s'assurer de l'efficacité de l'oxydation des COV .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Traitement des fumées - conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.
<b>Constats :</b>  Contrairement au fonctionnement antérieur à 2020-2021, le dispositif de traitement fonctionne en continu sans interruption avec des températures seuils préétablies sur chaque incinérateur (températures hautes et basses asservies au fonctionnement de l'équipement sans possibilité de shunt) sur chaque vernisseuse (courbe de température enregistrée et consultée en inspection).Le service maintenance assure le suivi des équipements avec verrouillage par mot de passe des paramètres de suivi (non accessibles à tous les opérateurs).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 9 : Traitement des fumées - matériel disponible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
<b>Constats :</b> Sans objet Les incinérateurs n'ont pas de consommable (en dehors du gaz naturel nécessaire à leur fonctionnement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Traitement des fumées - consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...] - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<b>Constats :</b>  <b>Non conformité 1 :</b> l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de consigne récapitulant les attendus de l'arrêté ministériel même si chaque incinérateur est paramétré individuellement (cf constat 8)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 11 : Traitement des fumées - disponibilité documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes et documents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres

répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter les résultats des différents contrôles réalisés sur ses différentes installations de traitement des fumées ainsi que les courbes de suivi des paramètres de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Surveillance des rejets - mesure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a été en mesure de présenter les résultats des différents contrôles réalisés sur ses différentes installations de traitement des fumées ainsi que les courbes de suivi des paramètres de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Surveillance des rejets - programme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b>  Les rapports de contrôle mentionnent bien le référentiel et les normes de référence pour les différents polluants. L'organisme de contrôle signale les écarts à la norme mais sans que ces écarts soient jugés significatifs sur les résultats les plus sensibles (exemple pas de mesure débit possible en amont de l'incinérateur mais possible en aval).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Surveillance des rejets - justification**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté lors de l'inspection des résultats des différents contrôles réalisés en décembre 2023 et mai 2024. L'ordre du jour ayant été transmis en amont, l'exploitant avait également préparé une présentation synthétisant les résultats, leurs interprétations ainsi que les actions correctives conduites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Respect des VLE - conformité aux rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b>  Cf constat 1 avec non conformités majeure sur le CO des incinérateurs 3 et 4 notamment
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

**N° 16 : Plan de gestion des solvants (PGS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des

solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<b>Constats :</b>
L'exploitant a transmis le PGS 2023 avant le 31 mars 2024
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : État des stocks – Inflammables A et Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>«Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>« 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site relevant du régime d'enregistrement au titre de la rubrique 4331 – il est soumis à l'application des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015.</p> <p><b>Non conformité majeure 3 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks répondant aux exigences de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 :</b></p> <p><b>L'exploitant n'a été en mesure de présenter qu'une fiche dans son POI recensant les quantités maximales de produits dangereux avec un plan recensant les différents lieux de stockage (sans disposer des quantités totales par lieux de stockage ou par types de produits).Ce document est insuffisant pour répondre aux exigences de l'arrêté ministériel avec notamment :</b></p> <p><b>- absence d'indications des grandes familles de produits avec type de risques- mise à jour quotidienne pour les matières dangereuses</b></p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- impossibilité de disposer de cet état des stocks à distance</li> <li>- absence d'un document synthétique pour répondre aux besoins d'information de la population</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué avoir initié des réflexions sur le sujet dès 2023 mais sans que ces réflexions n'aient abouti jusqu'à présent (car nécessitant des ajustements de logiciel de suivi).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 18 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2014, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Confinement des eaux d'extinction
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la visite a été contrôlée la capacité de confinement associée au local vernis (capacité de 120m<sup>3</sup> enterrée) : la cuve n'étant pas accessible l'exploitant a remis un rapport de contrôle permettant d'attester qu'un contrôle régulier de l'absence de liquide est bien effectué (derniers contrôles en 2024 : 19 janvier, 9 février, 3 mai)</p> <p>L'exploitant a transmis les tests de contrôles annuels des 2 vannes manuelles et du ballon obturateur. Pour les vannes, les rapports de contrôle font état d'un joint défectueux entre la vanne et l'ouvrage et d'une fermeture difficile pour l'autre vanne. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection avoir engagé un programme de travaux pour remplacer de ces 2 vannes manuelles par des vannes automatiques (avec la 1<sup>ère</sup> prévue cette année et la 2<sup>nd</sup>e l'an prochain) et remplacer du ballon obturateur par une vanne pneumatique.</p> <p><b>Observation 3 :</b> L'exploitant confirmera le planning de remplacement des vannes et obturateurs, il veillera à ce que les commandes activation de ces dispositifs soient repérés facilement et en dehors des zones d'effet thermique (contrairement aux positionnements actuels de certains équipements). Par ailleurs, l'exploitant veillera à former les ESI à ces nouveaux équipements et renouvellera l'exercice de mise en confinement du site régulièrement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours